

Zeitschrift: Heimatschutz = Patrimoine
Herausgeber: Schweizer Heimatschutz
Band: 74 (1979)
Heft: 3-fr

Artikel: "Blüemlisalp"
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-174823>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 01.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

occupés par des amis du passé, mais peut-être aussi par des spéculateurs? La réponse dépend aussi de la possibilité que de nouvelles et rentables utilisations contribuent précisément à la destruction des systèmes organiques susmentionnés. Les *traditions* empêchent au surplus une application uniforme des règles de construction en dehors des zones à bâtir. Une certaine forme d'implantation, avec diverses utilisations dépendant de la topographie, du climat, des conditions économiques et sociales, peut être une erreur d'aménagement dans une autre région et abîmer les sites et paysages. Nulle part, par exemple, la traditionnelle dispersion des fermes appenzelloises ne peut être imitée en une époque d'incessants déplacements comme celle d'aujourd'hui. Les règles de construction ou de transformation doivent être différentes aussi selon qu'elles concernent un paysage agricole traditionnel ou une région vouée à la culture intensive, selon qu'une implantation durable dans une région qui se dépeuple est menacée, ou qu'une forte pression de la construction cherche des lacunes dans la loi de planification. Tous ces aspects sont touchés quand, dans l'article 24 du projet de loi 1978 sur l'aménagement du territoire, «des exigences majeures de l'aménagement» autorisent des *exceptions à l'interdiction de construire en dehors des zones à bâtir*. Le droit cantonal peut en ce sens autoriser des changements de destina-

tion ou des transformations et des reconstructions. Des exceptions sont autorisées directement par le droit fédéral quand la destination des bâtiments et installations impose une implantation en dehors des zones à bâtir, à condition qu'aucun intérêt prépondérant ne s'y oppose. La *condition de lieu*, pour les bâtiments agricoles, pose des problèmes particuliers que nous avons évoqués ci-dessus. Des besoins concrètement fondés peuvent aussi être invoqués pour des installations militaires, douanières et de protection civile. C'est plus incertain pour les installations destinées à la fabrication et à l'entreposage de matières dangereuses, ainsi que pour toutes les autres installations pour lesquelles aucune zone n'est précisément indiquée. Mais comment résoudra-t-on la question de l'implantation imposée par la destination pour les diverses et innombrables constructions touristiques? Heureusement, cette condition de lieu est liée à celle qu'aucun *intérêt prépondérant* ne s'y oppose. Mais là encore surgissent deux problèmes: comment des intérêts non mesurables, tels que *l'intégrité d'un paysage*, seront-ils défendus? Et qui voudra les considérer comme «prépondérants» face à de solides intérêts financiers? Comme nous l'avons déjà montré, tout dépend du caractère de l'homme politique responsable, qu'aucun paragraphe de loi ne peut remplacer. Lorsqu'il autorise une exception pour une construction en dehors de la zone à bâtir, il s'agit alors qu'elle s'insère le mieux possible dans son cadre. Les architectes conscients de leurs responsabilités doivent parvenir à résoudre le problème même dans un style neuf.

Pour terminer, il faut aussi signaler le danger des *résistances les plus fragmentaires*. Quand on veut tenir compte de tous les intérêts individuels, on cherche à présenter à l'autorité communale un plan de zones où ces points de résistance sont

simplement classés comme zones à bâtir. Mais est-ce bien conforme à l'esprit de l'aménagement du territoire, quand une région et son plan ressemblent à une peau de léopard?

Rémy Amman

«Blüemlisalp»

lsp/bhs. Les conseillers techniques de la LSP et de sa section bernoise ont visité, comparé et jugé à la mi-mai la nouvelle clinique de Heiligenschwendli, l'hôtel Beatus à Merligen, et le nouvel et gigantesque hôtel Blüemlisalp, très discuté, du Beatenberg. Ils ont examiné de près et de loin leur effet dans le paysage, ainsi que leur adaptation au site environnant.

Dans les trois cas, la vue de loin est insatisfaisante; la masse et la teinte des bâtiments se détachent durement sur le fond du décor et sur leurs alentours. De près, l'hôtel du Beatenberg surtout est d'un gigantisme exagéré; son architecture et sa couleur laissent perplexe. Il outrepassa à l'évidence les limites tolérables dans la situation qu'il occupe, et constituera toujours une nuisance pour ces lieux. Voilà une région campagnarde qui a joui jusqu'à présent d'un développement touristique normal, et qui attend maintenant le grand envol économique. Il est bien connu que semblables ambitions, ailleurs, ont eu des effets de croissance inattendus, entraînant d'innombrables conséquences. Est-ce que l'expansion économique à laquelle on prétend au Beatenberg peut être un soutien pour l'économie locale? Un simple coup d'œil sur les panneaux publicitaires des constructeurs, où l'on trouve difficilement un autochtone ayant part à l'ouvrage et dont la liste de noms nous emmène jusqu'en République fédérale allemande, donne une première réponse. La Ligue suisse du patrimoine national est vivement alarmée par de telles évolutions, et fera tout ce qui est en son pouvoir pour s'y opposer.

